

MIGRANTS IN COUNTRIES IN CRISIS

Supporting an Evidence-Based
Approach for Effective and
Cooperative State Action



Rapport

Consultation régionale pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale
8-9 décembre 2015 - Dakar, Sénégal



*"Ce document d'information a été élaboré avec l'assistance financière de l'Union européenne.
Le contenu de ce document ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne."*



Rédigé par ICMPD

Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD)
Gonzagagasse 1
A-1010 Vienne
Autriche
www.icmpd.org

Table des matières

Table des matières	3
1. Résumé	4
2. Introduction	4
3. Phase pré-crise	5
3.1 Pratiques	5
3.2 Considérations, défis, et leçons	9
4. Phase d'urgence	11
4.1 Pratiques	11
4.2 Considérations, défis, et leçons	13
5. Phase post-crise.....	15
5.1 Pratiques	15
5.2 Considérations, défis et leçons	16
6. Thèmes transversaux.....	17
7. Questions clés à approfondir – Perspectives et conclusion.....	18
8. Annexes.....	18

1. Résumé

La troisième consultation régionale de l'Initiative « Migrants en Pays en Crise » (MICIC) s'est tenue à Dakar les 8 et 9 décembre 2015. Cette dernière couvrait les vingt-quatre pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale¹ et a rassemblé près de 80 participants, y inclus des délégués gouvernementaux, mais également des représentants d'organisations régionales et internationales, et de la société civile².

Durant deux jours, les participants ont échangé leurs bonnes pratiques et expériences en matière de protection et d'assistance aux migrants pris dans des situations de conflit ou de désastre naturel. Les phases pré-crise, d'urgence et post-crise ont été examinées³.

Le présent rapport reprend les pratiques, considérations, défis et leçons dégagés au cours des discussions pour chaque phase d'une crise, ainsi que des thèmes transversaux et des questions clés à approfondir dans le futur.

2. Introduction

La troisième consultation régionale de l'Initiative « Migrants en Pays en Crise » (MICIC) s'est tenue à Dakar les 8 et 9 décembre 2015, sous l'égide du Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur en collaboration avec les Etats-Unis d'Amérique et les Philippines. Cette dernière couvrait les vingt-quatre pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale et a rassemblé près de 80 participants, y inclus pour moitié des délégués gouvernementaux, mais également des représentants d'organisations régionales et internationales, et de la société civile.

L'Afrique de l'Ouest et Centrale ont été sévèrement affectées ces dernières années par des conflits et désastres naturels. Que ce soit en Côte d'Ivoire, en Libye, au Mali, en Centrafrique ou encore au Nigéria, nombreux sont les migrants qui se sont retrouvés pris au piège ou en fuite. Toutes ces crises, dont certaines se poursuivent encore, montrent la pertinence de l'Initiative MICIC dans la région.

L'Initiative MICIC est une initiative globale menée par les Etats et co-présidée par les Philippines et les Etats-Unis d'Amérique, qui a été lancée en 2013 à la suite du Dialogue de Haut Niveau des Nations Unies sur la Migration Internationale et le Développement. Cette Initiative vise à d'améliorer la capacité des gouvernements et autres acteurs à se préparer, répondre, soulager les souffrances et protéger la dignité et les droits des migrants pris dans des pays affectés par des conflits ou des désastres naturels. Le but ultime de l'Initiative MICIC est de produire un ensemble volontaire et non-contraignant de lignes directrices, principes et pratiques notoires identifiant les rôles et responsabilités des Etats et autres acteurs afin de leur permettre de sauver des vies, renforcer la protection et l'assistance, et réduire la vulnérabilité migrants en pays en crise.

Le développement de ces lignes directrices, principes et pratiques notoires s'appuie sur les résultats de six consultations régionales et plusieurs autres consultations avec des groupes

¹ Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine (RCA), République démocratique du Congo (RDC), République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

² La liste finale des participants est fournie en annexe 2.

³ L'ordre du jour de la consultation est inclus en annexe 1.

d'acteurs. Les consultations régionales sont financées par l'Union européenne dans le cadre du projet « **Migrants en pays en crise : soutenir une approche basée sur les faits pour une action efficace et concertée des États** », mis en œuvre par le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD)⁴. Ces consultations visent à définir et explorer les questions en jeu avec les États et acteurs consultés pour connaître leur point de vue et les meilleures pratiques mises en œuvre lors des crises précédentes, recueillir des preuves et proposer des solutions pour renforcer la capacité de la communauté internationale à gérer les situations des migrants dans les pays en crise.

Le présent rapport présente les éléments clés qui sont ressortis de la consultation régionale pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, que ce soit au stade pré-crise, d'urgence ou post-crise. Des questions transversales ou à approfondir dans le futur ayant émergées des débats sont aussi mises en évidence.

Ce rapport doit être lu en conjonction avec le document de réflexion générale de l'Initiative MICIC ainsi qu'avec le document régional de discussion préparé pour cette consultation⁵.

3. Phase pré-crise

Les travaux sur la phase pré-crise se sont structurés autour de deux thèmes, à savoir, d'une part, l'inclusion des migrants dans les stratégies de préparation aux désastres et de prévention des conflits et, d'autre part, la gestion des documents d'identité des migrants.

Partant de ces thématiques, les interventions ont abordé de nombreux aspects clés, notamment en matière de coopération et partenariats, de structures institutionnelles, de législation, de protection des droits des migrants, de collecte et gestion des données sur les migrants, ou de renforcement des capacités.

Les pratiques, considérations, défis et leçons qui ont émergé des discussions sont repris ci-dessous.

3.1 Pratiques

Pays d'origine

- **Collecte de données sur les nationaux à l'étranger.** La collecte et le maintien de données actualisées sur les nationaux à l'étranger est crucial pour leur porter assistance et protection rapidement dans l'éventualité d'une crise. Ceci passe notamment par l'immatriculation systématique des nationaux à l'étranger dans les fichiers consulaires. Le Gabon a instauré une telle pratique sur la base d'un extrait d'acte de naissance et une photo d'identité. Le rassemblement des Gabonais à l'étranger en cas de crise et leur évacuation, comme cela a été le cas en 2011 en Côte d'Ivoire, sont ainsi facilités. Les Etats-Unis ont développé l'usage des nouvelles technologies pour recueillir des données sur leurs nationaux à l'étranger. Les tests ADN sont envisagés mais soulèvent des questions en matière de protection des données personnelles.
- **Délivrance et gestion des documents d'identité.** La disponibilité, l'accès et la qualité des documents d'identité nationaux représente un aspect important pour assurer la protection des nationaux à l'étranger en temps de crise. Un système solide en ce domaine est donc nécessaire, y compris dans les zones rurales où la délivrance de certificat de

⁴ Pour davantage d'informations : www.icmpd.org/MICIC

⁵ Ces documents sont disponibles sur le site de l'Initiative MICIC: <http://micicinitiative.iom.int/>.

naissance est parfois difficile. Au Mali, l'accès aux documents d'identité a été rendu gratuit pour faciliter le processus. De plus, depuis 1989, les autorités locales sont autorisées à délivrer des documents d'identité sur la base d'un serment en l'absence d'acte de naissance. La prochaine étape sera l'introduction des documents d'identité biométriques pour limiter les fraudes. Au Cabo Verde ainsi qu'à Sao Tomé-et-Principe, toutes les naissances sont enregistrées à l'hôpital. Par ailleurs, les empreintes digitales sont en train d'être recueillies pour tous les nationaux. Ces mesures facilitent par la suite la délivrance des documents d'identité. Au Tchad, le processus de décentralisation a aisé la délivrance d'actes de naissance et de documents d'identité.

- **Création d'une structure en charge des nationaux à l'étranger.** De nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale ont créé un ministère ou un bureau de la diaspora⁶. Ces structures assurent notamment la protection des ressortissants à l'étranger et mettent des actions en œuvre pour leur retour et leur réintégration, notamment en cas de crise. Ces mêmes pays ont aussi instauré un haut conseil des ressortissants à l'extérieur, un organe représentatif chargé de maintenir une relation étroite avec les associations établies dans des pays de destination. Le Cameroun a quant à lui établi une direction des étrangers au sein du Ministère des Affaires étrangères.
- **Renforcement des relations avec la diaspora.** La diaspora peut jouer un rôle clé en temps de crise étant donné sa connaissance du pays et ses réseaux. Les gouvernements ont donc intérêt à maintenir des relations étroites avec la diaspora en temps de paix et à en connaître le profil et les aptitudes, afin de pouvoir activer ces relations en temps de crise. A l'image de la République Démocratique du Congo et de la Côte d'Ivoire, des tables de discussion ou des forums peuvent être organisés avec la diaspora pour échanger sur les préoccupations et possibles mesures correctives. La Côte d'Ivoire et le Congo ont également mis en place un programme de retour de leurs nationaux qualifiés. De plus, la Côte d'Ivoire décore d'un prix de 10 000 000 FCFA des membres sélectionnés de la diaspora pour leur contribution au développement du pays.
- **Planification des moyens consulaires à disposition.** Les consulats ne disposent pas toujours des ressources humaines et financières à la hauteur de la tâche à accomplir pour procéder à des évacuations massives de leurs nationaux en cas de crise. Le Mali a créé un fonds social de gestion des évacuations et des expulsions sous la tutelle du Ministère des Maliens de l'Extérieur.
- **Adoption d'accords de coopération avec des pays voisins en matière de représentation consulaire.** La mutualisation des services consulaires est parfois nécessaire pour couvrir les pays de destination où les nationaux ne seraient pas représentés. Une coopération accrue entre le pays d'origine et le pays de destination est également nécessaire dans de telles situations pour identifier les migrants nécessitant une assistance et gérer leur évacuation. Le Mali a ainsi signé plus d'une vingtaine de conventions avec des pays de destination pour y assurer la protection de ses nationaux en temps de crise.
- **Renforcement des capacités des services consulaires.** La question de la protection des migrants en temps de conflit ou désastre naturel, y compris leur identification par le biais de nouvelles technologies, et les procédures d'évacuation doivent être intégrées dans le curriculum de formation des agents consulaires. Les Etats-Unis ont lourdement investi dans ce domaine afin de protéger leurs nationaux à l'étranger. La connaissance et pratique des logiciels utilisés en cas d'urgence doivent aussi faire part de ces formations. Des exercices de simulation réguliers, à l'image de ce qui est réalisé annuellement dans

⁶ Selon le document régional de réflexion produit pour cette consultation, les pays en question sont le Bénin, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Gabon, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal.

les ambassades américaines à travers le monde, doivent être conduits pour s'assurer que le personnel consulaire est toujours prêt à régir.

- **Cartographie des principales villes de destination.** La cartographie des localités de destination des nationaux et la détermination de points de regroupement et des personnes de contact au stade pré-crise sont un atout majeur lorsqu'une crise éclate. L'ambassade de France à Abidjan a divisé la ville en zones de sécurité avec des points de rassemblement aux domiciles de personnes identifiées. Le Sénégal applique la même pratique dans certaines villes de destination des sénégalais.
- **Système de suivi des mouvements temporaires des nationaux.** Le suivi et la localisation en cas d'urgence des nationaux présents dans un pays en crise pour une courte durée peuvent constituer un défi particulier. Pour parer à ces situations, la France a créé le site Ariane, sur lequel les français partant à l'étranger temporairement sont encouragés à s'enregistrer.

Pays de destination

- **Protection des droits des migrants.** Le respect et la protection des droits des migrants est une composante essentielle d'une stratégie de gestion des questions relatives à la migration en temps de crise. La non-discrimination et la non-criminalisation des migrants en temps de paix, quel que soit leur statut, favorisent leur meilleure prise en compte en cas de crise. La politique nationale de migration du Nigéria, adoptée en mai 2015 après les inondations dévastatrices de 2012, contient une telle section sur les droits humains des migrants, leur non-discrimination et non-criminalisation.
- **Collecte de données sur les migrants.** Le maintien de données à jour sur les migrants présents sur le territoire permet une prise en considération de leurs besoins rapide en cas d'urgence. Lors des inondations de 2012 au Nigéria et dans le contexte des attaques de Boko Haram, le Nigéria n'a pas pris de mesure spécifique pour assister et protéger les migrants faute de données en la matière. Les recensements de la population sont une bonne occasion de recueillir des données sur les non-nationaux et doivent être davantage utilisés dans ce sens. Les autorités locales, à l'image de ce qui est fait au Mali, ont un rôle important à jouer en la matière, étant donnée qu'elles sont le mieux placées pour enregistrer les naissances des enfants des migrants et suivre les arrivées et départs de migrants.
- **Fourniture de documents aux migrants.** Les pays de destination doivent également mettre en place des systèmes pour fournir des documents de résidence ou d'identité aux migrants sur leur territoire. Ceci rend leur prise en compte plus aisée en situation de crise. En Gambie, les migrants, notamment les étudiants étrangers, se voient délivrer une « carte d'identité de non-gambien » indiquant leur nationalité suite à un entretien.
- **Adoption de législations nationales sur la prévention et gestion des risques incluant le cas des migrants.** Etant donné leur forte exposition aux crises et le volume des flux migratoires, tous les pays de la région devraient se doter de politiques et stratégies nationales de prévention et gestion des risques qui prennent en considération les besoins des migrants.
- **Développement de plans de contingence multirisque associant les migrants.** Des plans régionaux et nationaux annuels de contingence multirisque doivent être adoptés pour parer aux situations d'urgence, connaître les ressources humaines et matérielles disponibles et baser le travail entre les acteurs humanitaires et le gouvernement en ce qui concerne notamment la fourniture d'abris, de nourriture ou de matériel de première

nécessité. Ces plans doivent spécifiquement envisager l'assistance et la protection des migrants. A Diffa au Niger, un plan régional de contingence a été développé. Ce document prend en compte à la fois les migrants de retour et les victimes des inondations.

- **Création d'une structure de coordination interinstitutionnelle et division des rôles et responsabilités.** La création d'une structure de coordination interministérielle est fondamentale afin d'assurer une réponse coordonnée en temps de crise. Cela permet aussi de clarifier les rôles et responsabilités des divers ministères et agences impliqués, y compris qui pilote les processus d'évacuation. Au Nigéria, le décret de 1999 établissant l'Agence nationale de gestion des urgences (*National Emergency Management Agency – NEMA*) répartit également les tâches en cas de crise. Une cellule de coordination au niveau du Gouvernorat, avec des sous-groupes thématiques, a été mise en place à Diffa au Niger pour permettre une réaction rapide en cas d'urgence. Les besoins des migrants et victimes des inondations sont considérés de façon spécifique dans ce cadre. En 2014, le Cameroun a créé un Comité national chargé de la protection des migrants et réfugiés sous l'égide du Ministère camerounais Affaires intérieures et de la Décentralisation. Ce dernier prend aussi en compte les préoccupations des communautés d'accueil. De plus, ce cadre comprend une cellule pour la protection des migrants en temps de crise, qui coordonne notamment son action avec les agences onusiennes.
- **Organisation de campagnes de sensibilisation.** Ces campagnes, notamment au niveau local, peuvent viser l'information des migrants quant aux risques et procédures d'urgence. Elles peuvent aussi servir à sensibiliser quant aux besoins spécifiques des migrants en temps de crise. C'est ainsi que le Cameroun célèbre chaque année la journée du migrant pour prendre en compte leurs préoccupations spécifiques et les transmettre aux ministères techniques concernés.
- **Création de cadres de coordination avec les partenaires clés.** Les modes et procédures de coordination avec les partenaires clés, tels que les organisations internationales et agences onusiennes ou encore les sociétés de transport et les aéroports, doivent être établis en temps normal afin de pouvoir les activer en temps de crise. En République Démocratique du Congo, un bureau de coordination avec les Nations Unies a été créé sous la tutelle du Ministère des Affaires sociales, notamment pour faire face aux situations d'urgence.

Organisations régionales

- **Mise en place de systèmes régionaux d'alerte précoce.** La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a développé un Réseau d'Alerte et de Réponse appelé « ECOWARN ». Ce système s'appuie sur 15 points focaux nationaux qui collectent les informations de terrain. En cas de signe de conflit ou de catastrophe, une alerte est envoyée au pays concerné qui est ensuite en charge d'y répondre. L'alerte lancée en 2014 avant la chute du Président Compaoré n'a pas été traitée par les autorités qui ont eu une position d'attentisme. La Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) a également mis en place un système similaire sous le nom de Mécanisme d'alerte rapide d'Afrique Centrale (MARAC).
- **Adoption de standards régionaux de protection de l'enfance.** La protection des enfants en tout temps requiert l'adoption de mesures spécifiques. La CEDEAO est en train d'élaborer une « Stratégie de protection de l'enfant », avec la perspective d'établir un mécanisme participatif de suivi pour les enfants migrants.

- **Formation sur les besoins des enfants migrants en pays en crise.** A la fois des travailleurs sociaux prêts à être déployés en urgence, des psychologues, les autorités à tous les niveaux et les représentants de la société civile doivent être formés pour faire face aux besoins spécifiques des enfants en temps de crise. Des formations d formateurs doivent aussi être conduites dans ce domaine. L'UNICEF travaille à la production d'un curriculum de formation qui inclura un chapitre sur les enfants en mouvement.

3.2 Considérations, défis, et leçons

- **Développement de systèmes nationaux d'alerte précoce et de gestion des risques.** Sur la base des systèmes régionaux ECOWARN et MARAC, qui sont les systèmes régionaux d'alerte précoce respectifs de la CEDEAO et de la CEEAC, des systèmes d'alerte précoce devraient être développés au niveau national dans tous les pays de la région. Simultanément, des mécanismes nationaux de gestion des risques devraient mis en place.
- **Difficultés pour maintenir les registres consulaires à jour.** Inciter les nationaux à l'étranger à s'inscrire dans les registres consulaires reste un défi, ceux-ci ne voyant pas toujours l'avantage. Des campagnes de sensibilisation et un travail de renforcement de la confiance envers les services consulaires sont à conduire en ce domaine. De plus, le maintien des données consulaires actualisées est grevé par les changements de domicile de migrants, en particulier les étudiants qui sont enclins à se déplacer régulièrement.
- **Mutualisation des services consulaires au niveau régional.** Un accord régional de mutualisation des services consulaires et d'assistance humanitaire pourrait être adopté au niveau de la CEDEAO ou de la CEEAC. Cet accord pourrait permettre aux ressortissants des pays membres de pouvoir se diriger vers n'importe quel consulat ou bureau de l'organisation régionale pour obtenir une protection.
- **Réalisation d'études sur les vulnérabilités et besoins spécifiques des migrants en temps de crise ainsi que sur les causes des migrations.** Les vulnérabilités et besoins spécifiques des migrants lors de conflits ou désastres naturels sont méconnus dans la région. Il en est de même sur les causes des migrations, ce qui a un impact sur la protection et l'assistance à offrir aux migrants en temps de crise, cette aide pouvant variée selon les situations et motifs de migration. Il est donc nécessaire de mener des recherches en ces domaines afin de fonder les politiques et stratégies sur des données probantes.
- **Nécessité de prendre en compte le cas des migrants apatrides à la phase pré-crise.** Les migrants apatrides représentent un groupe hautement vulnérable dont les besoins spécifiques doivent être considérés dans les stratégies de prévention et gestions des crises. Les pratiques et politiques tendant à favoriser l'apatridie, comme le non-enregistrement des naissances à l'étranger, doivent également être l'objet d'une attention particulière.
- **Nécessité de développer des mesures et partenariats spécifiques pour les migrants irréguliers.** L'identification et la localisation des migrants irréguliers est particulièrement problématique en situation de crise. Des mécanismes d'incitation, en collaboration notamment avec les associations de migrants et les réseaux informels, sont à mettre en place pour encourager leur enregistrement.

- **Besoin d'intégrer les questions relatives aux migrants en pays en crise dans les politiques et instruments sectoriels.** Les besoins des migrants en cas de crise devraient être intégrés dans les domaines sectoriels clés, à l'image des systèmes de sécurité sociale, pour leur fournir une réponse complète et coordonnée.
- **Besoin de financements.** Il est nécessaire de prévoir les financements adéquats pour une action pérenne et efficace au profit des migrants, que ce soit au sein des ministères, des organisations internationales ou de la société civile.
- **Besoin de développer la coordination à tous les niveaux,** entre pays d'origine et de destination à travers des accords bilatéraux et multilatéraux, mais aussi avec les organisations internationales, organisations de la société civile et acteurs du secteur privé afin d'assurer une réponse coordonnée en temps de crise en matière d'assistance et de protection des migrants, tout particulièrement en matière d'identification et évacuation des migrants.
- **Développement des législations et renforcement des capacités institutionnelles en matière de réduction des risques de désastre.** Au niveau de l'Union Africaine, il existe une législation sur la réduction des risques de désastre et l'évaluation des risques. Il est nécessaire que les pays de la région s'en inspirent pour développer des politiques et stratégies nationales en la matière et que ces dernières prennent en compte la situation des migrants. Par ailleurs, les capacités opérationnelles des autorités doivent être renforcées dans ce domaine.
- **Renforcement des capacités en matière de données sur les migrants / nationaux à l'étranger.** Les moyens et capacités de collecte, gestion et analyse des données sur les migrants / nationaux à l'étranger sont faibles en Afrique de l'Ouest et Centrale. Un important travail de renforcement des capacités est à mettre en place, notamment à travers l'usage des nouvelles technologies. Ceci permettra d'avoir une meilleure vue d'ensemble des besoins des migrants en pays en crise.
- **Renforcement des capacités des gardes-frontières.** Les agents aux frontières doivent être formés en matière d'identification des besoins de protection, y compris ceux des groupes vulnérables de migrants (comme les enfants ou les victimes de la traite) et sur la distinction entre migrants et réfugiés, les besoins de ces deux groupes étant différents. Le Plan d'action du HCR en 10 points « Protection des réfugiés et migration mixte »⁷ est une ressource utile en ce domaine. Ces formations doivent inclure l'utilisation des nouvelles technologies en matière d'identification, la modernisation des infrastructures et la fourniture d'équipements de pointe pour faire face à la porosité des frontières dans la région.
- **Formation des médias.** Les médias doivent être formés à mieux communiquer sur les questions de migration en temps de crise afin de ne pas fournir des informations erronées ou déformées et faire la distinction entre les catégories de victimes : personnes déplacées internes, migrants et réfugiés.
- **Formation des autorités religieuses et traditionnelles.** Etant donné leur influence en Afrique de l'Ouest et Centrale les autorités religieuses et traditionnelles doivent être formées tant en matière à la prévention des conflits (en particulier dans les zones transfrontalières) qu'en matière de procédures d'urgence, y compris les services fournis par les postes consulaires. Ils doivent également être pleinement intégrés dans les stratégies de gestion des urgences.

⁷ Document accessible à l'adresse <http://www.unhcr.org/4742a30b4.html>

- **Renforcement des capacités des organisations de la société civile et encouragement à la formation d'associations de migrants.** Ces associations jouent un rôle important tout au long du cycle d'une crise, que ce soit en matière d'information, d'identification des migrants ou d'aide directe aux migrants. Leur formation est donc à encourager et leurs capacités techniques et financières doivent être prévues en conséquence de cause.
- **Renforcement de la coopération en matière de gestion des frontières.** Une coopération forte en matière de gestion des frontières en temps de paix - par le biais de patrouilles mixtes, d'opérations conjointes, de centres de commandement conjoints, ou d'harmonisation des documents d'entrée - favorise une meilleure coopération en temps de crise. Il convient de formaliser cette coopération par des accords ou des protocoles d'entente. Ces accords doivent faire la part belle à l'échange d'informations en tout temps. L'implication des communautés locales dans le contrôle des frontières est également précieuse en temps de crise.

4. Phase d'urgence

Les discussions portant sur la phase d'urgence se sont axées sur trois thèmes majeurs : la coopération dans le domaine de la gestion humanitaire des frontières, le rôle des services consulaires et diplomatiques dans l'organisation des évacuations de migrants et l'assistance aux enfants migrants non accompagnés et séparés. Partant des présentations des experts en plénière, les débats ont, entre autres, souligné l'importance de réaliser une identification et un rassemblement rapides des migrants, y compris les migrants sans papier, pour organiser leur évacuation, de fournir une assistance immédiate sans discrimination, et la nécessité de mettre en place des structures d'accueil et des mesures de réunification familiales pour les enfants migrants séparés. Les interventions ont aussi mis en lumière l'utilité des réseaux sociaux et des nouvelles technologies en matière de communication de crise.

Les pratiques, considérations, défis et leçons qui ont émergé des discussions sont repris ci-dessous.

4.1 Pratiques

Pays d'origine

- **Rôle central joué par les services consulaires et diplomatiques.** En cas d'urgence, les services consulaires et diplomatiques dans le pays de destination ou les pays voisins sont en première ligne. Ils soutiennent le rassemblement des nationaux et leur évacuation. Lors de la crise en Côte d'Ivoire, le Mali a été le seul pays à maintenir sa représentation consulaire à Bouaké, ce qui a permis l'évacuation de plus de 50 000 Maliens, avec l'appui technique de la Croix-Rouge et de la coopération allemande. Une cellule de crise avait été mise en place au sein de l'ambassade. Cette cellule avait obtenu deux terrains vagues du Gouvernement pour regrouper les Maliens et avait loué des bus pour procéder au transport en lieu sûr. De la même manière, lors de la crise en Libye, le Mali a été le seul pays à maintenir son ambassade à Tripoli. Les diplomates maliens ont, avec l'aide de l'OIM, assuré l'information des Maliens et organiser leur rapatriement vers Niamey dans un premier temps, puis vers Bamako. N'ayant pas de mission diplomatique ou consulaire en Centrafrique, c'est le consulat du Mali au Gabon qui s'est chargé

d'affréter des avions pour évacuer les près de 200 Maliens présents dans le pays lors de la crise.

- **Regroupement des nationaux dans un lieu sûr.** Pour mener les évacuations, il est préalablement nécessaire de regrouper les nationaux dans un lieu unique et sécurisé, le consulat ou l'ambassade le plus souvent. La Gambie a fait appel à l'ambassade du Sénégal à Tripoli pour accueillir temporairement ses nationaux avant leur évacuation lors de la crise, les locaux de l'ambassade gambienne étant trop petits.
- **Sécurisation de l'aéroport.** Pour la sécurisation de l'aéroport de Bangui afin de procéder aux évacuations, la Côte d'Ivoire a fait appel à la France.
- **Prise en compte du cas des migrants sans document d'identité lors de la phase d'urgence.** Les autorités consulaires gabonaises conduisent dans les pays en crise des auditions sur la base d'un questionnaire pour les personnes sans papier se prévalant de la nationalité gabonaise. Si l'audition est concluante, un laissez-passer tenant lieu de passeport est immédiatement fourni sur place et le rapatriement vers le Gabon est organisé. Pour sa part, le Mali a, par le passé, conduit des missions d'identification de ses nationaux à l'étranger dans divers centres d'accueil pour permettre leur rapatriement. Les migrants sans document d'identité de retour de la Libye et de la Centrafrique se sont vu délivrer un laissez-passer lors de leur arrivée à la frontière au Tchad afin de faciliter leur passage en lieu sûr et protection.
- **Utilisation des réseaux sociaux et nouvelles technologies.** Les réseaux sociaux et nouvelles technologies peuvent être d'une grande utilité en temps de crise pour diffuser de l'information ou vérifier la situation des migrants. Les Etats-Unis utilisent particulièrement Facebook dans de telles situations. La France lance des alertes SMS à ses nationaux lors d'une crise.

Pays de destination

- **Offre d'une assistance immédiate sans discrimination.** L'assistance humanitaire d'urgence doit être offerte sans distinction de nationalité ou de statut, la priorité étant de secourir et répondre aux besoins immédiats des victimes. Suite aux violentes inondations de 2012 au Nigéria, les autorités ont fourni une aide d'urgence à toutes les personnes affectées, sans distinction entre les groupes ethniques. Il en a été de même au Congo lors d'urgence passées, qu'il se soit agi de cas d'explosion ou d'érosion.
- **Catégorisation rapide des personnes affectées.** Lors d'une urgence, un profilage et une catégorisation rapide des personnes affectées s'imposent pour déterminer leurs besoins humanitaires immédiats et mettre en place des mesures appropriées, notamment selon qu'ils s'agissent de personnes déplacées internes, de migrants ou de réfugiés. Dans cette optique, le Nigéria a inclus une question relative la détermination de la nationalité dans le formulaire d'enregistrement des victimes de catastrophe.
- **Création d'un comité de gestion d'urgence.** Lorsqu'une telle structure n'a pas été préalablement établie au stade pré-crise, la mise en place d'un comité de coordination et de gestion d'une crise s'avère nécessaire lors de la phase d'urgence. C'est ainsi que la Sierra Leone a créé un comité national de réponse à la crise Ebola.

Pays d'origine et de transit

- **Décentralisation des services humanitaires.** La décentralisation aux niveaux régional et local des cellules de gestion de l'aide humanitaire permet une action plus rapide et davantage en ligne avec les réalités de terrain. Le Niger a ainsi décentralisé dans la

région de Diffa une cellule de gestion des affaires humanitaires pour assister les migrants de retour ou en transit. Les autorités locales sont ainsi étroitement impliquées dans la gestion d'urgence des migrants. Ceci a conduit à une meilleure prise en compte des possibles liens transfrontaliers entre les communautés locales et les migrants et, par conséquent à un renforcement de la solidarité locale.

Société civile

- **Création d'espaces d'accueil des enfants migrants.** En temps de crise, les enfants migrants séparés et non accompagnés ont besoin de soins spécifiques, en termes notamment de santé, nutrition, soutien psychologique et éducation. Des espaces dédiés doivent être mis en place dans les pays d'origine et de transit dans l'attente de trouver une solution durable. L'ONG SOS Villages d'enfants a créé de tels centres d'accueil dans la région de Diffa au Niger. *Save the Children* a mis en place des postes d'écoute tout au long des routes migratoires pour accueillir les enfants.
- **Réunification familiale.** Regrouper les familles le plus rapidement possible est essentiel et requiert parfois des recherches transfrontalières. Pour ce faire, SOS Villages d'enfants publie, en coopération étroite avec les autorités locales, des photos des enfants recueillis.
- **Soutien aux évacuations.** Les associations de migrants dans le pays en crise jouent un rôle fondamental en matière d'organisation du rassemblement des nationaux à l'étranger et d'information pour procéder aux évacuations. Le Mali, par exemple, s'appuie largement sur les associations de Maliens à l'étranger pour mener les opérations d'évacuations. Ce fut notamment le cas en Côte d'Ivoire et en Libye. Les Tchadiens à l'étranger se regroupent aussi traditionnellement en collectivités avec une hiérarchie, ce qui facilite l'action des services extérieurs en cas de crise.
- **Diffusion d'informations et aide aux migrants bloqués à l'étranger.** Les organisations de la société civile, particulièrement les associations de la diaspora, peuvent assister les migrants dont des membres de la famille se trouvent dans un pays en crise. Lors de la crise Ebola, la *Sierra Leone-UK Diaspora Ebola Response Taskforce* a été créée à Londres par la diaspora sierra léonaise pour soutenir le retour de nationaux qualifiés, comme des docteurs, vers le pays et aider les Sierra Léonais bloqués à Londres.

Organisations internationales

- **Soutien à l'organisation des évacuations.** Les organisations internationales soutiennent traditionnellement les évacuations de migrants en pays en crise. L'OIM est ainsi intervenue sur plusieurs terrains de crise dans la région au soutien des gouvernements, que ce soit en Centrafrique, en Libye ou en Côte d'Ivoire, fournissant appuis techniques (en matière de transport par exemple) et financiers.

4.2 Considérations, défis, et leçons

- **Coordination interministérielle.** Si une structure nationale de coordination des crises n'a pas été mise en place en temps de paix, la coordination en temps de crise peut s'avérer extrêmement compliquée au point d'entraver le déroulement des opérations d'évacuation et l'échange d'informations.
- **Localisation et identification des migrants.** En situation d'urgence, localiser et identifier les migrants, et dans ce cadre déterminer leurs vulnérabilités, peut représenter un défi considérable si ces derniers ne sont pas enregistrés auprès des services consulaires,

n'ont pas de contact avec des associations de migrants, vivent dans des zones reculées ou ont jeté leurs pièces d'identité volontairement.

- **Sortie des biens.** Le pays d'origine doit négocier avec le pays de destination la sortie en urgence des biens des migrants en ce qui concerne les taxes douanières pour certains objets de valeur ou à partir d'un certain montant de liquidité.
- **Etablissement de l'ordre de priorité.** Le bon déroulement des opérations d'évacuations et les limites en termes de place dans les avions/bus/bateaux nécessitent la définition préalable d'un ordre d'évacuation. En pratique, ceci pose des défis particuliers car divers critères sont à mettre en balance, à l'image des liens familiaux ou des degrés de vulnérabilité.
- **Assistance et protection des migrants ne souhaitant pas être évacués.** Pour diverses raisons familiales, économiques ou autres, certains migrants ne souhaitent pas être évacués lors d'une crise. Leur fournir assistance et protection représente alors un défi particulier. Il est nécessaire de mettre en place des stratégies différentes à leur égard, en consultation avec ces migrants afin de mieux définir le choix des réponses.
- **Prise en compte du cas des binationaux et des familles mixtes.** Lors de l'organisation d'opérations d'évacuation, la situation des binationaux et des familles mixtes, nombreux dans la région en raison des liens transfrontaliers, peut poser des défis particuliers pour la définition des responsabilités et du lieu de rapatriement. Lorsque les parents ne sont pas de la même nationalité et ne s'entendent pas sur le lieu de rapatriement, l'évacuation des enfants s'en trouvent compliquée. Pour les binationaux, les complications ont trait aux situations où les documents d'identité ne sont pas à jour ou n'incluent pas tous les membres de leur famille, ou encore quand il existe un risque de perdre une de deux nationalités en cas de retour. Une coordination accrue est nécessaire entre les deux pays d'origine.
- **Evacuation des personnes nécessitant des soins médicaux spécifiques.** Certains migrants affectés par des problèmes de santé nécessitent des soins médicaux particuliers lors de leur évacuation. Le cas des femmes enceintes, surtout celles proches du terme de leur grossesse, complique également les opérations d'évacuations.
- **Besoins d'urgence des enfants migrants séparés et non accompagnés.** Lors d'une crise, tous les acteurs impliqués doivent prêter une attention spécifique aux besoins des enfants migrants séparés et non accompagnés, que ce soit en termes d'alimentation, d'hébergement, de soins médicaux ou psychologiques, ou encore de continuation de l'éducation. Des centres pour enfants migrants séparés et non accompagnés devraient systématiquement être mis en place dans les zones frontalières en temps de crise. Les cas des enfants migrants victimes de traite ou d'abus doivent également être rapidement identifiés. Des formations spécifiques sont à conduire en ce domaine.
- **Identification de l'accompagnant des enfants migrants.** Les enfants se déplacent rarement seuls en temps de crise. L'identification de l'identité et des intentions de la personne accompagnant un enfant migrant doit faire l'objet de précautions particulières. Cette personne peut en effet s'avérer être un membre d'un réseau criminel ou un trafiquant.
- **Gestion des attentes.** En période de crise, les migrants et leurs familles en attente du retour de leurs proches subissent un fort stress et expriment des attentes parfois difficiles à gérer.
- **Application des accords.** La mise en œuvre des accords de coopération et de

mutualisation des ressources consulaires en situation de crise s'avère parfois problématique.

- **Moyens financiers d'urgence.** Des ressources financières sont à débloquent en urgence pour conduire les évacuations, en particulier pour affréter les moyens de transport.
- **Gestion solidaire des frontières.** La coopération en matière de gestion des frontières a progressée dans la région, mais reste encore à l'état embryonnaire en temps de crise. Lors de telles situations, les autorités aux frontières doivent agir de façon solidaire afin de faciliter les passages et identifier les vulnérabilités des migrants et réfugiés. La crise Ebola en Afrique de l'Ouest a démontré que remettre en cause la liberté de circulation n'était pas une façon efficace de répondre à la crise. Partant de ce constat, la CEDEAO avait plaidé pour la réouverture des frontières entre les pays affectés.
- **Besoin de mieux utiliser les nouveaux moyens de communication.** L'usage des nouvelles technologies et réseaux sociaux doit être amélioré afin de diffuser des informations au plus vite en temps de crise.

5. Phase post-crise

La phase post-crise a été traitée à travers trois thèmes, à savoir, la stabilisation des communautés transfrontalières dans des contextes de retours massifs de migrants, les mesures visant à réduire les impacts socio-économiques des migrants de retour et les mesures soutenant la contribution des migrants et de la diaspora à la reconstruction et à la résolution des conflits. Les discussions ont notamment mis en évidence la nécessité de prendre des mesures pour subvenir aux besoins immédiats des migrants lors de leur rapatriement vers la capitale, le rôle des chefs traditionnels et religieux dans l'apaisement des tensions pouvant survenir à la phase post-crise suite à l'arrivée massive de migrants, l'importance de la mise en place des programmes de réinsertion et d'accompagnement psychologique en concertation avec les communautés d'accueil ainsi que le besoin de renforcer les capacités financières et techniques des autorités locales pour assurer un accompagnement adéquat des migrants de retour.

Les pratiques, considérations, défis et leçons qui ont émergé des discussions sont repris ci-dessous.

5.1 Pratiques

Pays d'origine

- **Accueil immédiat et premiers besoins.** Une fois rapatriés à la capitale, il est nécessaire de subvenir aux besoins premiers des nationaux de retour dans l'attente de leur acheminement vers leur communauté d'origine. Ceci comprend notamment l'accueil, un abri, des rations alimentaires et les coûts peuvent être exorbitants. Au Mali, ce sont le Ministère des Maliens de l'Extérieur, le Ministère de la Protection Civile et le Ministère de la Sécurité qui se chargent de l'accueil pendant trois jours des nationaux de retour. La Côte d'Ivoire a mis en place des zones d'accueil à Abidjan dédiées aux migrants de retour de la Centrafrique et de la Libye et leur fournit un petit pécule pour subvenir à leurs besoins immédiats. Elle a également signé des partenariats avec des hôtels et des centres d'accueil pour assurer l'hébergement temporaire de ces migrants de retour.

- **Besoin de fournir des documents d'identité aux migrants de retour sans papier.** Au-delà d'un laisser-passer d'urgence, les migrants de retour sans papier doivent se voir délivrer des documents d'identité pour permettre leur accès aux programmes de réinsertion socio-économiques. Ceci fut un aspect critique lors des retours massifs de la Libye et de la Centrafrique au Tchad, en particulier au niveau local. Les Etats-Unis conduisent des tests ADN dans de telles situations pour déterminer la nationalité et limiter les fraudes.
- **Mise en place de programmes de réinsertion.** Des programmes de réinsertion à moyen et long termes doivent être rapidement créés pour soutenir les migrants de retour. Le Gouvernement du Niger en mis en place de tels programmes pour les migrants de retour de Libye et de Centrafrique, notamment afin de les aider à démarrer une activité et à accéder à une formation (dans le domaine de la gestion d'entreprise par exemple). Ces programmes visent également les migrants retournés dans des zones reculées, comme à Agadez. Un travail important a été réalisé au Niger pour décentraliser la gestion de ces programmes au plus près des communautés locales accueillant les migrants de retour. Le Mali a également mis en place un projet d'assistance à la création d'activités génératrices de revenus pour ses nationaux de retour de la Côte d'Ivoire.
- **Soutien aux communautés d'accueil.** A moyen et long termes, les services locaux de base mis sous pression par le retour massif de migrants doivent être réinstaurés et les ressources naturelles doivent être gérées de façon concertée. Les familles qui accueillent des migrants de retour doivent aussi être soutenues pour qu'elles stabilisent leurs moyens de subsistance. Le Gouvernement du Tchad a mis en place des programmes de soutien aux communautés locales accueillant un grand nombre de migrants de retour de la Libye et de la Centrafrique.
- **Apaisement des tensions entre migrants de retour et communautés locales.** Les retours massifs de migrants peuvent créer des tensions avec les communautés locales, particulièrement pour l'accès aux ressources naturelles et aux terres. Un important travail de médiation, de prévention des conflits futurs et de dialogue communautaire est à conduire. Au Tchad, des campagnes d'information ont été conduites auprès des autorités locales en ce domaine suite aux retours massifs de Libye et de Centrafrique.

Organisation internationale

- **Mise en œuvre de programmes de réinsertion.** En concertation avec les communautés locales, les organisations internationales sont souvent chargées de la mise en œuvre ou de l'accompagnement de programmes de réinsertion des migrants de retour. L'OIM soutient, par exemple, la réinsertion des migrants de retour au Niger au niveau de : i) la création de centres régionaux d'action, ii) du renforcement des capacités des agriculteurs en matière de prévention des conflits futurs et, iii) la création d'activité génératrices de revenus.

5.2 Considérations, défis et leçons

- **Besoin de coopération régionale pour le suivi des migrants.** Les pays de la région doivent envisager des modes de coopération pour déterminer ce que deviennent les migrants qui ont fui des zones en crise et continuer à leur fournir une assistance au stade post-crise.
- **Besoin de développer des plans d'accompagnement suite au retour.** Les plans individuels de conseil et de prise en charge des migrants au stade post-crise sont à

systematiser pour les accompagner dans leur réinsertion dans leur communauté d'origine ou leur redéploiement à l'étranger.

- **Accompagnement particulier pour les migrants de retour sans attache.** Après un long séjour à l'étranger, certains migrants perdent tout contact avec leur communauté d'origine. Leur retour et leur réinsertion, plus complexes, doivent faire l'objet d'un accompagnement spécifique étant donné le potentiel choc culturel et le manque de connaissance du pays d'origine.
- **Soutien aux associations de migrants de retour.** La formation et le maintien d'associations de migrants de retour doivent être promus pour soutenir la réinsertion de ces migrants.
- **Soutien psychologique.** Les migrants de retour, en particulier les enfants victimes de violences sexuelles durant leur déplacement, ont généralement besoin d'un accompagnement psychologique une fois à destination. Les structures de prise en charge et mécanismes de référencement manquent pour ces cas spécifiques.
- **Renforcement des capacités des autorités en matière de retour et réinstallation post-crise.** Les moyens techniques et financiers des autorités, en particulier au niveau local, doivent être renforcés pour mettre en place des mesures de réinsertion adéquates et durables.
- **Soutien financier et coordination pour assurer le retour et la réinsertion.** Un fonds d'assistance au retour et à la réinsertion et un mécanisme de coordination pourraient être créés au niveau des organisations régionales étant donné le caractère souvent transfrontalier des situations dans la région.

6. Thèmes transversaux

Des aspects transversaux permettant une préparation, une réponse et un redressement efficaces ont été mis en évidence. Ces derniers incluent :

- **Prise en compte des vulnérabilités spécifiques des enfants migrants.** Les enfants migrants, particulièrement ceux séparés ou non accompagnés, sont hautement vulnérables en temps de crise. Ces derniers sont souvent victimes de violences sexuelles ou d'abus, courent le risque d'être enrôlés de force dans des groupes armés et manquent parfois de documents d'identité. Les stratégies de prévention et gestion des risques et de redressement post-crise doivent tenir compte de leur situation particulière. Certains pays de la région ont créé des ministères dédiés à l'enfance qui prennent en compte la situation des enfants en temps de crise. Une action multisectorielle et en collaboration avec un grand nombre d'acteurs - y compris les organisations de la société civile, les organisations internationales, les travailleurs sociaux et les enfants eux-mêmes - est nécessaire pour couvrir tous les besoins des enfants. Des standards, concepts et pratiques devraient être établis en ce domaine au niveau régional.
- **Sauvegarde des biens des migrants.** La sauvegarde durant la crise des biens acquis par les migrants dans le pays de destination est parfois malaisée. Ceci entrave à la fois l'évacuation, certains migrants ne voulant pas abandonner leurs biens, et le retour à la vie normale et à l'activité économique dans ce pays après la crise. Il est donc nécessaire de mettre en place des mesures de protection de ces biens dès la phase pré-crise et d'assurer leur application tout au long de la crise.

- **Coopération avec les chefs traditionnels et religieux au niveau local.** Afin d'être efficace, en Afrique de l'Ouest et Centrale, toute action visant à mieux répondre aux besoins des migrants en pays en crise doit reposer sur une coopération avec les chefs traditionnels et religieux au niveau local.
- **Suivi, évaluation, et partage des bonnes pratiques et des leçons tirées des expériences passées.** Pour faire progresser les réponses en matière d'assistance et de protection des migrants en pays en crise, il est nécessaire d'évaluer, documenter et partager les expériences des crises précédentes. Le recueil de pratiques mis en place dans le cadre de l'Initiative MICIC est un pas en ce sens⁸.

7. Questions clés à approfondir – Perspectives et conclusion

Les principales recommandations et questions clés à approfondir dans le cadre des futures consultations de l'Initiative MICIC et des activités de renforcement des capacités comprennent :

- **Création d'un cadre de dialogue avec la société civile.** Le rôle des organisations de la société civile est crucial à la phase pré-crise, notamment étant donné leur proximité avec les migrants et leur capacité à lancer des alertes. De surcroît, elles peuvent soutenir l'organisation de campagnes de sensibilisation des migrants sur les risques et procédures d'urgence. Les liens sont à renforcer avec ces organisations, spécifiquement les associations de migrants et la diaspora, au stade de la définition des mesures à prendre en cas de crise. Des cadres de dialogue, réflexion, analyse et suivi devraient se mettre en place dans les pays de la région pour soutenir cette collaboration.
- **Création de cadres de coopération régionale et multilatérale** pour mieux répondre aux besoins des migrants en temps de crise étant donné le caractère transfrontalier ou régional des crises dans la région.
- **Promotion de l'Initiative MICIC et mise en œuvre des lignes directrices.** La promotion de l'Initiative MICIC en Afrique de l'Ouest et Centrale, puis la mise en œuvre des lignes directrices qui seront produites doivent faire l'objet d'un effort concerté et durable. Pour ce faire, la détermination de « champions » régionaux serait précieuse.

8. Annexes

➤ ***Ordre du jour***

➤ ***Liste finale des participants***

⁸ Le recueil est accessible sur le site de l'Initiative MICIC : <http://micicinitiative.iom.int/connect/share-practice>

Initiative MICIC (Migrants in Countries in Crisis)
Consultation régionale pour l’Afrique de l’Ouest et l’Afrique Centrale
8-9 décembre 2015 – Dakar, Sénégal

ORDRE DU JOUR

8 décembre 2015

8h30 – 9h00 Inscription

Cérémonie d’ouverture

9h00 – 9h05 Allocution de bienvenue par les États-Unis d'Amérique au nom de la co-présidence MICIC
Sandra Clark, Chef de Mission Adjoint, Ambassade des Etats-Unis auprès de la République du Sénégal et la République de Guinée-Bissau

9h05 – 9h10 Allocution de bienvenue par l’Union européenne
Joaquín Gonzalez-Ducay, Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union européenne au Sénégal, Dakar

9h10 – 9h15 Allocution de bienvenue par l’hôte
Cheikh Tidiane Thiam, Ambassadeur, Conseil technique au cabinet, Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur

9:15 – 9:45 *Pause-café*
 ➤ *Photo officielle*
 ➤ *Conférence de presse*
 ➤ *Briefing des présidents, modérateurs, intervenants et rapporteurs*

Session plénière : Présentation du contexte

Présidée par Chantal Lacroix, Gestionnaire de programme, ICMPD

9h45 – 10h00 Présentation de l’Initiative MICIC
Michele Klein-Solomon, Directrice du Secrétariat MICIC, OIM

10h00 – 10h15 États des lieux des consultations régionales
Chantal Lacroix, Gestionnaire de programme, ICMPD

10h15 – 10h30 Présentation de la terminologie et des concepts
Simone Ceresa, Chargé assistant de formation, UNHCR Dakar

10h30 – 10h45 Présentation du document de réflexion régional
Marie-Laurence Flahaux, Chargée de recherche, IMI, Université d’Oxford

10h45 – 11h15 Discussion plénière

Session d'atelier 1 : Phase pré-crise

Présidée par Camilla Hagström, Chef de secteur Migration et Asile, DG Coopération internationale et développement international, Commission européenne

11h15 – 11h25 Présentation par la présidence de la session

Lors de cette session, les participants seront divisés en deux groupes de travail qui traiteront parallèlement de thèmes spécifiques. Le travail en groupe commencera à la suite de la présentation des sujets par deux experts, qui lanceront ensuite les discussions. Des instructions plus détaillées concernant les groupes de travail, ainsi que les questions d'orientation, peuvent être trouvées ci-dessous.

Thèmes des groupes de travail :

GT 1 : L'inclusion des migrants dans les stratégies de préparation aux désastres et de prévention des conflits

Intervenant: Matthias Ehidiemhen Esene, Chargé de programme migration, Commission nationale pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées, Nigeria

Modérateur: Kennedy Zaro Barsisa, Chef de division - Jeunesse, emploi et sports, Département des Affaires sociales et du genre, Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Abuja

GT 2 : La gestion des documents d'identité des migrants lors de la phase pré-crise

Intervenant: Yvonne Cécile Foh, Ambassadrice – Directrice de l'Administration Consulaire, Ministère des Affaires Etrangères, de la Francophonie, et de l'Intégration Régionale, Gabon

Modérateur: Mirkka Mattila, Spécialiste de la protection de l'enfance - état civil et statistiques de l'état civil, Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, Dakar

11h25 – 12h15 Présentations des experts (15 minutes chacun)

12h15 – 13h45 Déjeuner

13h45 - 15h10 Discussion en groupes de travail

15h10 – 15h40 Pause-café

Session plénière : Comptes rendus des groupes de travail

Présidée par Camilla Hagström, Chef de secteur Migration et Asile, DG Coopération internationale et développement international, Commission européenne

15h40 – 16h00 Présentation des résultats des trois groupes de travail de la session d'atelier 1 (7 minutes chacun)

16h00 – 16h30 Discussion plénière

Session plénière : Contribution des organisations de la société civile à la consultation régionale MICIC

Présidée par Chantal Lacroix, Gestionnaire de programme, ICMPD

16h30 – 16h45 Présentation de la contribution des organisations de la société civile à la consultation régionale MICIC
Alphonse Seck, Secrétaire générale, Caritas Sénégal

16h45 – 17h15 Discussion plénière

17h15 – 17h30 Clôture de la première journée par la présidence de la session

9 décembre 2015

8h30 - 9h00 Arrivée pour le 2nd jour/inscription

Session d'atelier 2 : Phase d'urgence

Présidée par Ann Touneh Dandridge, Bureau de la migration internationale, Bureau de la population, des réfugiés et des migrations, Département d'État des États-Unis

9h00 – 9h10 Présentation par la présidence de la session

Lors de cette session, les participants seront divisés en trois groupes de travail qui traiteront parallèlement de thèmes spécifiques. Le travail en groupe démarrera à la suite de la présentation des sujets par trois experts, qui lanceront ensuite les discussions. Des instructions plus détaillées concernant les groupes de travail, ainsi que les questions d'orientation, peuvent être trouvées ci-dessous.

Thèmes des groupes de travail :

GT 1 : La coopération dans le domaine de la gestion des frontières en temps de crise

Intervenant: Commissaire Abdoul Wahabou Sall, Directeur de la Police de l'air et des frontières, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Sénégal

Modérateur: Albert Kraler, Gestionnaire de programme, ICMPD

GT 2 : Le rôle des services consulaires et diplomatiques dans l'organisation des évacuations de migrants en temps de crise

Intervenant: Abdoulaye Macko, Conseiller technique, Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine, Mali

Modérateur: Cheikh Tidiane Thiam, Ambassadeur, Conseil technique au cabinet, Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur

GT 3 : L'assistance aux enfants migrants non accompagnés et séparés

Intervenant: Benedetta Niederhaeusern, Conseiller régional d'urgence, Villages d'Enfants SOS International, Bureau international pour la Région de l'Afrique de l'Ouest et centrale, Dakar

Modérateur: Joanna Lyn Rodriguez, Officier aux services des émigrants, Bureau du Secrétaire de la Commission des Philippins expatriés, Philippines

9h10 – 10h00 Présentations des experts (15 minutes chacun)

10h00 – 10h10 Séparation en groupes de travail

10h10 - 11h30 Discussion en groupes de travail

10h30 – 11h50 Pause- café

Session plénière : Comptes rendus des groupes de travail

Présidée par Ann Touneh Dandridge, Bureau de la migration internationale, Bureau de la population, des réfugiés et des migrations, Département d'État des États-Unis

11h50 – 12h10 Présentation des résultats des trois groupes de travail de la session d'atelier 2 (7 minutes chacun)

12h10 – 12h40 Discussion plénière

12h40 – 14h00 Déjeuner

Session d'atelier 3 : Phase post-crise

Présidée par Michele Klein-Solomon, Directrice du Secrétariat MICIC, OIM

14h00 – 14h10 Présentation par la présidence de la session

Lors de cette session, les participants seront divisés en trois groupes de travail qui traiteront parallèlement de thèmes spécifiques. Le travail en groupe démarrera à la suite de la présentation des sujets par trois experts, qui lanceront ensuite les discussions. Des instructions plus détaillées concernant les groupes de travail, ainsi que les questions d'orientation, peuvent être trouvées ci-dessous.

Thèmes des groupes de travail :

GT 1 : Les interventions de stabilisation des communautés transfrontalières à la phase post-crise dans des contextes de retour massif de migrants

Intervenant: Youssouf Idriss Bakhit, Directeur Général Adjoint de l'Administration du Territoire, Ministère de l'Administration du Territoire, Tchad

Modérateur: Pamela DeLargy, Conseillère senior auprès du Représentant spécial du Secrétaire général pour les migrations internationales et le développement, UNFPA

GT 2 : Les mesures visant à réduire l'impact socio-économique des migrants de retour

Intervenant: Fatou Ndiaye, Chargée de Programmes, Urgences, Transition et Réhabilitation, OIM Niger

Modérateur: Oliver Bakewell, Directeur, IMI, Université d'Oxford

GT 3 : Les mesures soutenant la contribution des migrants et de la diaspora à la reconstruction et à la résolution des conflits

Intervenant: Ade Daramy, Président et fondateur, Sierra Leone - UK Diaspora Ebola Response Taskforce

Modérateur: Elvina Quaison, Coordinatrice du projet DEMAC, AFFORD

14h10 – 15h00 Présentations des experts (15 minutes chacun)

15h00 - 15h10 Séparation en groupes de travail

15h10 – 16h20 Discussion en groupes de travail

16h20 – 16h45 Pause-café

Session plénière : Comptes rendus des groupes de travail

Présidée par Michele Klein-Solomon, Directrice du Secrétariat MICIC, OIM

16h45 – 17h05 Présentation des résultats des trois groupes de travail de la session d'atelier 3 (7 minutes chacun)

17h05 – 17h30 Discussion plénière

Session plénière finale : Conclusions et clôture

17h30 – 17h45 Synthèse des discussions par l'hôte
Cheikh Tidiane Thiam, Ambassadeur, Conseil technique au cabinet, Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur

17h45 – 18h00 Allocutions de clôture

- *Au nom de la co-présidence de l'Initiative MICIC - Joanna Lyn Rodriguez, Officier aux services des émigrants, Bureau du Secrétaire de la Commission des Philippins expatriés, Philippines*
- *Camilla Hagström, Chef de secteur Migration et Asile, DG Coopération internationale et développement international, Commission européenne*
- *Cheikh Tidiane Thiam, Ambassadeur, Conseil technique au cabinet, Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur*

INSTRUCTIONS POUR LES PARTICIPANTS AUX GROUPES DE TRAVAIL

Cette annexe énonce les lignes directrices pour les discussions dans les groupes de travail des trois sessions d'atelier.

Objectif des groupes de travail : L'objectif des groupes de travail est de discuter et d'analyser des sous-thèmes spécifiques concernant la protection des migrants dans les pays en crises, d'identifier les priorités d'action, ainsi que les lacunes et les besoins en termes de coopération au niveau national, régional et international. Les participants sont invités à échanger les **bonnes pratiques** de leur pays et/ou de leur domaine d'expertise. Dans les cas où il n'existe pas encore de bonnes pratiques, ils sont invités à suggérer des propositions concrètes sur les moyens de répondre à un ou plusieurs défis identifiés dans les questions d'orientation.

Résultats attendus des groupes de travail : Il est attendu des participants qu'ils définissent des **recommandations et des points d'action concrets** pour relever les défis correspondant au sous-thème de leurs groupes de travail respectifs. Les résultats des groupes de travail vont alimenter un ensemble de lignes directrices volontaires et non contraignantes et de pratiques efficaces que l'Initiative MICIC souhaite élaborer. Ces lignes directrices vont présenter les rôles et les responsabilités des États (d'origine, de transit et de destination), ainsi que des autres parties prenantes, notamment les employeurs et les recruteurs, les organisations internationales et la société civile, dans le but d'améliorer leur capacité à anticiper et à répondre aux besoins des migrants se trouvant dans des pays affectés par des crises.

Lignes directrices pour les groupes de travail :

- Il y a trois sessions en atelier dédiées aux trois phases d'une crise : phase pré-crise, phase d'urgence et phase post-crise. Chaque session en atelier fait l'objet d'une discussion dans deux ou trois groupes de travail parallèles traitant chacun un sous-thème de la phase.
- Pour chaque session en atelier, deux ou trois présentations d'experts correspondant aux différents sous-thèmes à aborder dans les groupes de travail parallèles sont proposées en session plénière pour lancer la discussion. Les intervenants chargés des présentations en session plénière participent à leurs groupes de travail respectifs.
- À l'issue des présentations d'experts en session plénière, les participants sont répartis en deux ou trois groupes de travail composés chacun de 20 à 30 participants. Les participants sont invités à s'inscrire dans leur groupe de travail préalablement à la consultation. La composition des groupes de travail change d'une session en atelier à l'autre afin de maximiser les opportunités d'échange entre les participants et d'enrichir le débat.
- Chaque groupe de travail est animé par un modérateur, soutenu par un intervenant et un rapporteur.
- Les modérateurs des groupes de travail, accompagnés par les intervenants, veillent à ce que les discussions soient alignées sur les problèmes et les questions d'orientation identifiés ci-dessous, et qu'elles se concentrent sur des solutions concrètes. Ils fournissent également des réponses aux questions soulevées par les participants et contribuent à la préparation de la présentation des résultats de leurs groupes de travail respectifs en session plénière.
- Chaque groupe de travail disposera d'un rapporteur sélectionné préalablement à la consultation. Les rapporteurs et les modérateurs présentent le récapitulatif des réflexions de leur groupe de travail lors des sessions plénières.
- Avec le soutien de l'organisateur, les résultats des huit groupes de travail seront compilés et présentés par l'hôte lors de la session plénière finale.

Session en atelier 1 : Phase pré-crise

Groupe de travail 1 : L'inclusion des migrants dans les stratégies de préparation aux désastres naturels et de prévention des conflits

Ces dernières années, l'Afrique de l'Ouest et centrale ont été confrontées à des inondations récurrentes et à d'autres désastres naturels en plus de graves conflits armés. En réponse à cela, un grand nombre de pays ont élaboré des politiques et des mesures traitant de la préparation aux désastres naturels et de la prévention des conflits. Toutefois, les voix des migrants sont rarement prises en compte dans l'élaboration de politiques au niveau national et régional. En plus de cela, des lacunes subsistent en termes de capacité institutionnelle et lorsqu'il s'agit de traduire les politiques en actions afin d'aider et de protéger les migrants dans les pays en crise. Ce groupe de travail explore les options permettant d'inclure et de prendre en compte les migrants internationaux lors du développement de plans et de stratégies d'urgence au niveau national en vue de se préparer et de répondre à la fois aux désastres naturels et aux conflits.

Questions d'orientation – Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées concernant les questions suivantes, en gardant à l'esprit les éventuelles différences susceptibles d'émerger entre les désastres naturels et les conflits :

- Par quels moyens vos politiques et vos mesures de préparation aux désastres naturels et/ou de prévention des conflits prennent-elles en compte les migrants internationaux ?
- Quels sont les facteurs de risque sous-jacents, les spécificités et les vulnérabilités à prendre en compte pour informer correctement au sujet de la préparation aux désastres naturels et/ou de la prévention des conflits, ainsi que pour comprendre où et quand les migrants ont besoin d'assistance ?
- Quelles mesures ont déjà été mises en place pour s'adresser aux migrants et s'assurer que leurs voix sont bien incluses dans l'élaboration de politiques ?
- Quels sont les besoins prioritaires en matière de formation et de renforcement des compétences requis pour améliorer la préparation, l'assistance et la protection des migrants si une crise venait à se déclencher dans le pays ?

Groupe de travail 2 : La gestion des documents d'identité des migrants lors de la phase pré-crise

Un système de gestion efficace des documents d'identité des migrants s'avère très important en cas de crise. Il permet l'identification des personnes et facilite l'évacuation, le rapatriement et la réintégration des migrants. Ce groupe de travail souligne l'importance des documents d'identité des migrants lors de la phase pré-crise et explore les meilleures pratiques connexes. Il se penche également sur la question des migrants sans papiers.

Questions d'orientation – Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées concernant les questions suivantes, en gardant à l'esprit les éventuelles différences susceptibles d'émerger entre les désastres naturels et les conflits :

- Quelles sont les procédures en place dans votre pays pour gérer les documents d'identité des migrants, et comment ces procédures contribuent-elles à une meilleure inclusion des migrants dans la planification d'urgence lors de la phase pré-crise ?
- Quels sont les défis auxquels votre pays doit faire face en matière de gestion des documents d'identité des migrants ?
- Quelles sont les mesures mises en œuvre pour résoudre le problème des migrants sans papiers ?
- Quels sont les principaux besoins de renforcement des compétences dans ce domaine ?

Session en atelier 2 : Phase d'urgence

Groupe de travail 1 : La coopération dans le domaine de la gestion des frontières en temps de crise

Les agences de gestion des frontières jouent un rôle essentiel en cas d'afflux de migrants fuyant un pays en crise. Des mécanismes de réponse spécifiques (comme le fait de faciliter le passage des frontières, et une assistance et une intervention rapides) constituent des exemples d'outils ou de pratiques de gestion des frontières qui aident à assurer l'assistance et la protection des migrants lors des crises. La coopération entre les agences de gestion des frontières, mais aussi avec les acteurs humanitaires de ce secteur est très importante et peut inclure des opérations conjointes et un échange d'informations institutionnalisés. Ce groupe de travail va faire le point sur les pratiques existantes et explorer les opportunités susceptibles de favoriser la coopération dans ce domaine.

Questions d'orientation – Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées concernant les questions suivantes, en gardant à l'esprit les éventuelles différences susceptibles d'émerger entre les désastres naturels et les conflits :

- Pouvez-vous présenter des exemples de bonnes pratiques de coopération en matière de gestion des frontières en temps de crise ?
- Comment 1) des accords bilatéraux ou des mémorandums d'entente avec d'autres pays et 2) des initiatives régionales existantes peuvent-ils améliorer la coopération dans le domaine de la gestion des frontières en temps de crise ?
- Quels sont les principaux besoins de renforcement des compétences dans ce domaine ?

Groupe de travail 2 : Le rôle des services consulaires et diplomatiques dans l'organisation des évacuations de migrants lors des crises

Pendant la phase d'urgence, la première priorité est de sauver des vies. Le fait d'aider les migrants à se mettre en sécurité en permettant leur évacuation constitue une partie essentielle de la réponse.

Dans ce contexte, les services consulaires et diplomatiques jouent un rôle fondamental dans l'organisation des évacuations. Toutefois, ces services sont souvent confrontés à des défis tels que l'accès aux migrants dans les zones frappées par des désastres naturels ou des conflits, et ils ne disposent pas de données complètes sur les migrants résidant dans le pays. Cela peut entraver la planification et la mise en œuvre de l'évacuation. Ces défis nécessitent des mesures spécifiques, comme la mise en place de canaux de communication sur mesure pour atteindre les migrants et les informer sur les options d'évacuation. Ce groupe de travail va étudier des exemples concrets et des recommandations pour améliorer l'efficacité des services consulaires et diplomatiques en matière d'opérations d'évacuation des migrants.

Questions d'orientation – *Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées concernant les questions suivantes, en gardant à l'esprit les éventuelles différences susceptibles d'émerger entre les désastres naturels et les conflits :*

- *Quels sont les principaux défis auxquels les services consulaires et diplomatiques ont été confrontés lors de l'évacuation de migrants dans les pays en crises ?*
- *Les services consulaires de votre pays disposent-ils de personnes spécialement formées pour l'évacuation des migrants ?*
- *Quelles sont les pratiques qui peuvent être reproduites et/ou améliorées pour augmenter l'efficacité des services consulaires lors des opérations d'évacuation ?*
- *Quels sont les principaux besoins de renforcement des compétences dans ce domaine ?*

Groupe de travail 3 : L'assistance aux enfants migrants non accompagnés et séparés

Les enfants migrants non accompagnés et séparés représentent un groupe très vulnérable dont l'assistance et la protection nécessitent des mesures ciblées, en particulier en ce qui concerne la communication et les parties prenantes à impliquer. Dans la plupart des cas, les enfants migrants non accompagnés ou séparés ne disposent pas des ressources et des moyens qui leur permettraient de se déplacer et d'agir en situation de conflit. Ils sont également exposés aux risques de travail des enfants, d'exploitation et de violence sexuelle, de recrutement militaire, de détention et de traite. Ce groupe de travail vise à mettre en évidence les besoins spécifiques des enfants migrants non accompagnés et séparés dans les pays en crise et à identifier les mesures permettant de répondre à ces besoins.

Questions d'orientation – *Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées concernant les questions suivantes, en gardant à l'esprit les éventuelles différences susceptibles d'émerger entre les désastres naturels et les conflits :*

- *Quelles sont les vulnérabilités et les besoins spécifiques des enfants migrants non accompagnés ou séparés dans une situation de crise/de conflit ?*
- *Connaissez-vous les bonnes pratiques en matière de mesures répondant aux différents besoins des enfants migrants non accompagnés ou séparés ?*
- *Comment les interventions d'urgence peuvent-elles prendre davantage en compte les enfants migrants non accompagnés ou séparés ? Quelles mesures spécifiques pourraient être prises à cet égard ?*

- *Comment la coopération avec les acteurs nationaux, régionaux et de la société civile peut-elle contribuer à l'assistance aux enfants migrants non accompagnés et séparés ? Veuillez énoncer les bonnes pratiques pour une coopération de ce type.*
- *Quels sont les principaux besoins de renforcement des compétences dans ce domaine ?*

Session en atelier 3 : Phase post-crise

Groupe de travail 1 : Les interventions pour la stabilisation des communautés transfrontalières dans la phase post-crise dans des contextes de retour massif de migrants

En temps de crise, les communautés transfrontalières doivent souvent faire face à des afflux massifs de personnes, qu'il s'agisse de membres de la communauté locale ou de migrants de différents pays d'origine. Les augmentations de population rapides peuvent faire peser une certaine pression sur les services, les ressources et les opportunités d'emploi au niveau local, ce qui peut créer des tensions. Le poids placé sur les épaules des communautés transfrontalières appelle à des mesures spécifiques pour renforcer les ressources d'aide des communautés et garantir une intégration durable des migrants de retour. Ce groupe de travail va aborder les défis transfrontaliers à la suite d'un retour en masse des migrants et mettre en évidence les mesures mises en œuvre pour parvenir à une stabilisation des communautés transfrontalières.

Questions d'orientation – *Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées concernant les questions suivantes, en gardant à l'esprit les éventuelles différences susceptibles d'émerger entre les désastres naturels et les conflits :*

- *Quels sont les aspects les plus importants de la stabilisation des communautés transfrontalières dans des situations post-crise suite au retour en masse des migrants ?*
- *Comment le retour des migrants pourrait-il être mieux pris en compte dans les efforts et les mesures visant à la stabilisation des communautés transfrontalières ?*
- *Quelles sont les bonnes pratiques qui existent pour atteindre et impliquer les communautés locales, en particulier l'intégration durable des migrants de retour ?*
- *Quels sont les principaux besoins de renforcement des compétences dans ce domaine ?*

Groupe de travail 2 : Les mesures visant à réduire l'impact socio-économique des migrants de retour

Les retours en masse soudains de migrants à la suite d'une crise peuvent avoir des effets socio-économiques énormes sur le développement des pays d'origine, de transit et de destination. Ces retours peuvent avoir un impact significatif sur la sécurité alimentaire et poser des problèmes en matière de propriété foncière, ou encore d'accès aux services de base, ce qui peut entraîner un nouveau déplacement. Ce groupe de travail cherche à identifier des mesures novatrices et des mécanismes de coopération permettant de réduire ces impacts négatifs sur le développement.

Questions d'orientation – Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées concernant les questions suivantes, en gardant à l'esprit les éventuelles différences susceptibles d'émerger entre les désastres naturels et les conflits :

- Quels exemples d'impacts socio-économiques du retour en masse des migrants existe-t-il à court, moyen et long terme ?
- Quelles mesures ont été adoptées suite aux crises passées afin de 1) gérer les implications socio-économiques d'un départ en masse soudain des migrants / d'un retour de masse de vos propres ressortissants ; 2) prendre en charge le redéploiement des migrants ?
- Comment la coopération régionale et internationale peut-elle être renforcée afin de limiter les impacts socio-économiques négatifs du retour en masse des migrants sur le développement ?
- Quels sont les principaux besoins de renforcement des compétences dans ce domaine ?

Groupe de travail 3 : Les mesures pour soutenir la contribution des migrants et des diasporas à la reconstruction et à la résolution des conflits

La contribution des migrants et des diasporas à la reconstruction et à la résolution des conflits est souvent négligée dans les processus nationaux et régionaux de reconstruction et de résolution des conflits. Si l'implication des diasporas a principalement été envisagée du point de vue économique et social des envois de fonds, il existe un fort potentiel concernant l'impact positif qu'elles peuvent avoir pour favoriser la paix et la croissance économique suite à une crise. Ce groupe de travail explore le potentiel de l'engagement des diasporas et des migrants dans le cadre de la reconstruction post-crise et des processus de consolidation de la paix, et vise à mettre en valeur les moyens permettant de mieux encadrer et soutenir le rôle constructif des migrants et des diasporas dans la phase post-crise.

Questions d'orientation – Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées concernant les questions suivantes, en gardant à l'esprit les éventuelles différences susceptibles d'émerger entre les désastres naturels et les conflits :

- Dans quels domaines et sous quelles formes les contributions des migrants et des diasporas ont-elles été les plus significatives pour la reconstruction et/ou la résolution des conflits ?
- Existe-t-il dans votre pays des programmes qui encouragent la contribution des migrants et des diasporas à la reconstruction et/ou à la résolution des conflits ?
- Comment les contributions des migrants et des diasporas à la reconstruction et/ou à la résolution des conflits peuvent-elles être davantage encouragées lors de la phase post-crise ?

Envisagez les approches suivantes :

- Mesures de restauration de la confiance
- Cadre politique de migration et de développement, notamment des mesures pour reconnaître aux diasporas leur rôle de partenaires à la reconstruction et la résolution des conflits
- Mesures en vue de tirer parti des flux d'envois de fonds pour la reconstruction et la résolution des conflits
- Mesurer d'attraction des compétences
- Mesurer pour renforcer les capacités des organisations de diaspora

Liste finale des participants

DELEGUES GOUVERNEMENTAUX			
PAYS	Prénom, NOM	INSTITUTION	POSTE
Cabo Verde	Joao Olímpio ALFAMA MENDES	Service national de la protection civile et des pompiers	Commandant national des pompiers
Cabo Verde	Jorge Humberto NOBRE SILVA	Ministère des Relations Extérieures - Direction Générale des Affaires Consulaires et de la Migration	Conseiller d'Ambassade
Cabo Verde	Joana Dinamene QUERIDO DOS REIS BORGES CARDOSO	Direction Générale de l'Immigration	Technicienne supérieure
Cameroun	Christine Sylvie MENDO	Ministère des Relations Extérieures	Chargée d'Etudes à la Direction des Camerounais à l'Etranger
Cameroun	Judith AKAH EWO EPSE NDZE	Division des questions migratoires	Diplomate
Congo	Emery GABI	Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération	Chef de la Division Organisations Internationales
Congo	Paul Bernard ONDZE	Direction Générale de la Surveillance du Territoire	Directeur de l'Immigration
Côte d'Ivoire	Tanoe Lucie BOUADI EPSE YOBOUE	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité - Office National d'Identification	Chef du Département de l'Immigration et de l'Emigration
Côte d'Ivoire	Issiaka KONATE	Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'extérieur	Directeur Général des Ivoiriens de l'Extérieur
Côte d'Ivoire	Mohamed Vakaba DIAKITE	Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement	Sous-directeur en charge de la régularité des actes juridiques
Gabon	Yvonne Cécile FOH	Ministère des Affaires Etrangères, de la Francophonie, et de l'Intégration Régionale	Ambassadrice – Directrice de l'Administration Consulaire
Gabon	Aimé MFOULA-NGHANGUY	Ministère de l'Intérieur de la République Gabonaise	Conseiller Stratégique et Diplomatique du Directeur Général de la Documentation et de l'Immigration
Gambia (The)	Alagie JALLOW	Ministry of Foreign Affairs	Principal Assistant Secretary
Gambia (The)	Momodou JALLOW	Commission for Refugees	Assistant Protection Officer
Gambia (The)	Karamo K. SANNEH	Immigration Department	Commissioner Irregular Migration Unit
Ghana	Anasthasia BLEBOO-BOAFO	National Disaster Management Organisation	Deputy director in charge of Man-Made disaster
Ghana	Rosemary ABBEY	Ministry of the Interior	Deputy Director
Ghana	McArios Akanbeanab AKANBONG	Ministry of Foreign Affairs and Regional Integration	Deputy Director
Mali	Oumar TOURE	Ministère des Affaires Etrangères	Chargé de Dossier Directions des Affaires Consulaires

Mali	Seydou TRAORE	Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord	Haut Fonctionnaire de Défense
Mali	Abdoulaye MACKO	Ministère des Maliens de l'Extérieur	Conseiller Technique
Nigeria	Matthias Ehidihamhen ESENE	National Commission for Refugees, Migrants and Internally Displaced Persons	Programme Officer / Migration
Nigeria	Innocent Isowabhen EFOGHE	National Commission for Refugees, Migrants and Internally Displaced Persons	Protection Officer
République Démocratique du Congo	Patrick MBEMBA MBULA	Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Internationale	Expert national chargé d'appui à la coordination du Programme de Coopération RDC-UNFPA 2013-2017
Sao Tomé et Príncipe	Luíz VAZ DE SOUSA BASTOS	Ministère des Affaires Etrangères	Directeur des communautés et des affaires consulaires
Sao Tomé et Príncipe	Rui VERA CRUZ PEREIRA	Ministry of Defence	Advisor to the Minister of Defence
Sao Tomé et Príncipe	Fernando DA CONCEÇÃO PEREIRA	Ministère de l'Administration Interne	Directeur des services d'émigration et des frontières
Sénégal	Abdoulaye DAOUDA DIALLO	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique	Ministre
Sénégal	Cheikh Tidiane THIAM	Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Ambassadeur, Conseil technique au cabinet
Sénégal	Abdoul Wahabou SALL	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique	Directeur de la Police de l'Air et des Frontières
Sénégal	Martin Pascal TINE	Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Directeur des Affaires Juridiques et Consulaires
Sénégal	Amadou NDAW	Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Conseiller des Affaires étrangères
Sénégal	Papa Gorgui Samba	Ministère des Forces Armées	
Sénégal	Thierno Aly NDiaye	Ministère des Affaires étrangères	
Sénégal	Mandiaye NDIAYE	Ministère de l'Action Sociale	Conseiller Technique Action Sociale
Sénégal	Diouf Mbeguide	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	
Sierra Leone	Timbo SAIDU	Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation	Acting Deputy Secretary / Deputy Director Europe Division
Sierra Leone	Francess Aina Mildred NYUMA	Office of National Security	Assistant Director
Sierra Leone	Marian Jannah GINDEH	Ministry of Social Welfare, Gender and Children's Affairs	Senior Social Services Officer- Anti-Human Trafficking
Tchad	Youssef Idriss BAKHIT	Ministère de l'Administration du Territoire	Directeur Général Adjoint de l'Administration du Territoire
Tchad	Mahamat Ali ADAM	Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration Africaine	Point Focal « Migration et Développement »

Tchad	Adam Bahar BREME	Ministère de l'Administration du Territoire	Assistant au Coordinateur à la Commission Nationale d'Accueil, de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés
MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL			
INSTITUTION	NOM	PRENOM	POSTE
European Commission	GONZALEZ-DUCAY	Joaquín	Ambassador, Head of EU Delegation in Dakar
European Commission	HAGSTRÖM	Camilla	Head of Sector Migration & Asylum, DG Development & Cooperation
European Commission	GOUZEE DE HARVEN	Antoine	Programme Manager
ICMPD	LACROIX	Chantal	Programme Manager
ICMPD	KRALER	Albert	Programme Manager Research
ICMPD	SGRO	Aurelie	Project Officer
ICMPD	MARKOVSKY	Kathrin	Programme Assistant
ICMPD	MOUHCINE	Badr	Junior Project Officer
IOM	NDIAYE	Fatou Diallo	Programme Manager (Emergency, Transition & Recovery)
IOM	CASSANI	Giovanni	Responsible for Regional Emergencies
IOM	NATALI	Claudia	Migration Programme Coordinator
MICIC Secretariat	KLEIN-SOLOMON	Michele	Director
MICIC Secretariat	WORTMEYER	Lisa	Project Officer
MICIC Secretariat	FRISON	Monique	Consultant
Philippines	RODRIGUEZ	Joanna Lyn	Emigrant Services Officer, Office of the Secretary, Commission on Filipinos Overseas
UNHCR	DO REGO	Jean-Claude	Assistant Regional Representative, UNHCR Dakar
UNHCR	CERESA	Simone	Assistant Training Officer (Protection), UNCHR Dakar
United States of America	CLARK	Sandra	Deputy Head of Mission - Embassy of the United States of America in Dakar
United States of America	DANDRIDGE	Ann Touneh	Office of International Migration - Bureau of Population, Refugees, and Migration
ORGANISATIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES			
INSTITUTION	NOM	PRENOM	POSTE
ECOWAS	BARSISA	Kennedy Zaro	Head of Division, Youth, Employment and Sports -Department of Social Affairs and Gender
UNDP	MEMIER	Marc	Sahel Programme

UNICEF	MATTILA	Mirkka	Child Protection Specialist - Civil Registration and Vital Statistics - UNICEF West and Central Africa Regional Office
UNOCHA	Gregory	Franklin	Regional Office for West and Central Africa
UNFPA	DELARGY	Pamela	Senior Advisor, Office of the SRSG for Migration
ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE			
INSTITUTION	NOM	PRENOM	POSTE
AFFORD	QUAISON	Elvina	Coordinator of the DEMAC project
CARITAS Sénégal	SECK	Alphonse	Secrétaire Général
Global Coalition on Migration (GCM)	RAJAH	Colin	International Coordinator
International Catholic Migration Commission (ICMC) Europe	MARZO	Leila Anna Sophie	Programme and Events Officer
Save the Children Senegal	GRUNT	Susan	
Save the Children Senegal	AZZALI	Amande	Chargée de projet Protection de l'Enfant
Sierra Leone - UK Diaspora Ebola Response Taskforce	DARAMY	Adeyemi Olusegun	Chairman (Founder)
SOS Children's Villages International	NIEDERHAEUSERN	Benedetta	Regional Emergency Advisor
SOS Children's Villages International	THOMAS	Augustin	Deputy Regional Emergency Advisor
ACADEMIQUE			
INSTITUTION	NOM	PRENOM	POSTE
International Migration Institute (IMI)	BAKEWELL	Oliver	Director and Associate Professor, James Martin Fellow
International Migration Institute (IMI)	PAILEY	Robtel Neajai	MICIC Senior Research Officer
International Migration Institute (IMI)	FLAHAUX	Marie-Laurence	Research Officer